

Convention collective nationale
IDCC : 7517. – INGÉNIEURS ET CADRES
D'EXPLOITATIONS AGRICOLES
(2 avril 1952)

(Etendue par arrêté du 13 octobre 1953,
Journal officiel du 28 octobre 1953)

AVENANT N° 47 DU 25 JANVIER 2016
RELATIF À LA GARANTIE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ

NOR : AGRS1697193M
IDCC : 7517

Entre

Fédération nationale de la propriété privée rurale

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles

Fédération nationale du bois

Fédération nationale entrepreneurs des territoires

D'une part, et

SNCEA CFE-CGC

FNAF CGT

FGA CFDT

FGTA FO

CFTC-Agri

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le paragraphe « Garantie complémentaire frais de santé » de l'article 4.2 « Taux de cotisations et répartitions » de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Garantie complémentaire frais de santé »

La garantie complémentaire santé prévue au titre IV de la présente convention est financée par une cotisation santé mensuelle de 129 € comprenant les taxes et contributions connues à la date du 29 novembre 2011.

Pour l'Alsace et la Moselle, cette cotisation mensuelle est de 94 €.

Cette cotisation est répartie à raison de 50 % à la charge de l'employeur et de 50 % à la charge du salarié.

Sans préjuger des augmentations nécessaires à l'équilibre technique du régime qui font l'objet d'une négociation entre les partenaires sociaux, la cotisation santé est indexée annuellement à hauteur de 50 % de l'indice national de la consommation médicale totale (moyenne sur les 3 dernières années), sauf décision ponctuelle des partenaires sociaux.

Par avenant des partenaires sociaux, toute nouvelle taxe, charge, contribution ou majoration de ces dernières qui entrerait en vigueur postérieurement à la date du 29 novembre 2011 et dont la récupération ne serait pas interdite, pourra être répercutée sur la présente cotisation. »

Article 2

Entrée en vigueur

Ces modifications prennent effet le 1^{er} janvier 2016.

Article 3

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 25 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)